

St-Jean-de-Luz/Ciboure

L'ika
L'école
basque
ouvert
Baita le

Un SOS pour les femmes

SOCIÉTÉ Le groupe Herri Berri tire la sonnette d'alarme et espère que la mairie poursuivra ses efforts pour les mères de famille fragiles malgré le désengagement du Département

ARNAUD DEJEANS

a.dejeans@sudouest.fr

La conseillère municipale communiste Yvette Debarbieux et ses collègues du groupe municipal Herri Berri ont profité de l'actualité (la Journée des droits des femmes du 8 mars) pour attirer l'attention des citoyens sur la « situation locale inquiétante concernant la protection et les droits des femmes » au Pays basque.

Les raisons de leurs inquiétudes ? L'annus horribilis 2015 : la liquidation judiciaire du Centre d'information du droit des femmes et des familles des Pyrénées-Atlantiques (CIDFF), le projet mort-né du GIP « observatoire des violences faites aux femmes » ainsi que l'arrêt du planning familial à Bayonne en décembre dernier.

La Ville au rendez-vous

Les annonces de la réouverture de ce dernier pour la rentrée de septembre et la délocalisation de certaines permanences du CIDFF de Gironde du côté de Bayonne ne sont pas suffisantes d'après l'élue. « Il faut que notre ville bénéficie à nouveau des permanences du CIDFF, qui fait du soutien à la parentalité et qui lutte contre les inégalités. »

Autre motif d'inquiétude : le désengagement du Conseil départemental qui met en péril l'avenir du service Violence dans le couple, information, écoute (VIE) à Sagardian. « La Ville de Saint-Jean-de-Luz mène, depuis 2009, une vraie politique publique pour les femmes victimes de violences conjugales. Il faut le saluer. Mais qui va financer ce service maintenant que le Département rogne sur les budgets sociaux ? », demande Yvette Debarbieux, un peu rassurée suite à une récente entrevue avec le maire Peyuco Duhart. « Il s'est engagé à maintenir ce service », remercie-t-elle.

Appartements d'urgence

Selon l'élue communiste, l'Agglomération Sud Pays basque devrait prendre le problème des femmes



Le groupe municipal Herri Berri demande la création d'un foyer pour les femmes battues. PHOTO A. D.

Du théâtre pour parler d'égalité

■ Saint-Jean-de-Luz fête la Journée internationale des droits des femmes le... 11 mars. « Le but est d'attirer du monde et d'organiser une soirée en week-end », explique l'adjointe aux affaires sociales Élisabeth Garramendia. Rendez-vous demain à l'auditorium à partir de 19 h 30 donc. Le groupe de travail Observer, prévenir, agir (OPA) et la Ville organisent une soirée théâtre avec la pièce « 2016, Liberté, égalité... mais je rêve ! », une comédie satirique créée pour ce rendez-vous par Natacha Malbec de l'association de prévention par le théâtre

Courant d'être. Interprétée par six comédiens de la troupe, elle engage à réfléchir sur l'évolution et le respect du droit des femmes.

La troupe bayonnaise développe des actions qui invitent à méditer sur les grands thèmes sociaux liés aux problématiques relationnelles, familiales, d'estime de soi. Elle est composée d'un comédien-metteur en scène et d'une conseillère conjugale intervenante en santé sexuelle. Les comédiens proposent des spectacles ludo-interactifs qui favorisent la réflexion. La pièce sera suivie d'un dé-

bat sur le thème des droits des femmes.

Parmi les intervenants, on retrouvera la juriste du CIDFF Claire Sabalo, l'adjointe aux affaires sociales Élisabeth Garramendia, les assistantes sociales du centre Sagardian et du CCAS ainsi qu'un travailleur social de la Maison de la solidarité départementale.

« Ce débat sera l'occasion de parler de la protection des femmes dans le monde du travail », précise l'élue luzienne. L'entrée de cette soirée de réflexion à l'auditorium est gratuite.

battues à bras-le-corps en créant un foyer spécialement dédié à ces situations d'urgence. « Il n'y a aucune structure de ce type sur notre territoire. Le CCAS de Saint-Jean-de-Luz essaie de trouver une solution au cas par cas, mais il arrive encore que des femmes dorment dans leur voiture avec leurs enfants pour fuir la violence du

père. Le foyer Les Mouettes de Bayonne ne suffit pas. » Cette requête pourrait être entendue dans les mois qui viennent. Lors d'une réunion avec les riverains du chantier Saint-Joseph en décembre, le promoteur Robert Alday a annoncé que plusieurs appartements d'urgence seraient dédiés aux femmes victimes de violences conju-

gales dans le bâtiment social géré par l'organisme HLM. Information confirmée par le maire Peyuco Duhart il y a quelques jours.

À noter que le nombre de familles monoparentales augmente chaque année et représente plus d'un tiers des foyers luzien aujourd'hui. Dans 90 % des cas, le parent seul est une femme.